

POURQUOI LA VILLE DE PARIS NE VEUT-ELLE PLUS DE CUISINES COLLECTIVES DANS LES RÉSIDENCES SOCIALES RÉNOVÉES ?

**Soutien aux résidents du foyer RIQUET (Paris 19ème)
CHEVALERET (Paris 13ème) FORT DE VAUX (Paris 17ème) et autres
dans leur demande juste pour des cuisines collectives.**

Depuis maintenant plus d'un an, la direction d'ADOMA (ex Sonacotra) refuse l'implantation de cuisines collectives dans ses projets de transformation. La cuisine, commerciale et sociale, pourtant déjà construite et équipée, du foyer FORT DE VAUX (Porte d'Asnières, Paris 17ème) est arbitrairement bloquée par un chantier (toujours de l'ADOMA) qui jouxte le bâtiment. Le projet du foyer RIQUET (80 rue d'Aubervilliers, Paris 19ème) voit ses 11 cuisines d'étages transformées en deux T1' de 25m² sans aucun espace prévu pour la moindre cuisine collective familiale. Le foyer CHEVALERET (65 rue Chevaleret, Paris 13ème) qui devait comporter une cuisine sociale, légalisée, soutenue par la Ville dans le cadre de son plan « deux cuisines commerciales par arrondissement » s'en trouve à la fin totalement privée. Tout ceci est suite à une décision votée, on le suppose, pour faciliter la gestion et rentabiliser au maximum l'espace par le Conseil d'Administration d'Adoma.

Or que le C.A. d'Adoma vote une mesure parfaitement rétrograde, anti-démocratique, autant dirigé contre les futurs habitants que contre les habitants actuels, n'a pas vraiment de quoi surprendre. On sait qu'Adoma n'est plus qu'un pion dans la grande stratégie de la SNI et de son président, André. Yché de tirer le plus possible du plusvalue capitalistique qui « dort » dans le parc du logement social français. Que la Ville de Paris le soutient à tout bout de champ, par contre, est étonnant.

La Ville de Paris se targue de promouvoir une politique de « mieux vivre ensemble ». Elle affiche sa volonté de soutenir des initiatives innovantes d'économie sociale et solidaire et des expériences du tissage de liens sociaux plus forts, d'une mutualisation des ressources. Or les travailleurs immigrés issus des pays de l'Afrique de l'ouest ont une longue habitude de cotiser, de préparer et de manger leurs repas collectivement ; ceci pour des raisons économiques et pour le maintien d'une vie solidaire au sein de leurs communautés familiales et villageoises. Ce n'est pas un crime. C'est un mode de vie légitime comme un autre, et nettement plus favorable au maintien des liens sociaux que le « chacun pour soi » qu'encouragent les plaques électriques posés sur les frigos, tels qu'Adoma veut les imposer universellement. Or dans les réunions du comité de pilotage, les deux représentants de la Direction du Logement et de l'Habitat (responsables auprès de qui ?) soutiennent systématiquement les refus d'Adoma. Pourtant pendant la mandature de Bertrand Delanoé, la Ville soutenait la demande des résidents

pour des lieux de cuisine collective, allant jusqu'à les imposer auprès de gestionnaires parfois rétifs.

On ne sait pas quelle est la politique du maire adjoint chargé du logement sur la question ; son assistante dans ces réunions garde un silence de carpe. Quant à la maire adjointe chargée des relations avec les immigrés hors UE, ses assistantes ne sont même pas présentes aux réunions. Cette adjointe avait commencé son mandat en convoquant une réunion large des délégués des foyers pour discuter l'ensemble des problèmes et pour voir comment allait s'appliquer la convention promue de la ville gouvernant les élections des comités de résidents. Cette réunion devait être suivi d'autres, mais depuis... silence radio !

Nous demandons à la Ville de Paris et aux Mairies d'arrondissement de se réveiller. Faire la cuisine ensemble, soutenir les associations de développement et les réunions d'entraide, cela fait partie du « mieux vivre ensemble » que la Ville est censée promouvoir.

OUI AUX CUISINES COLLECTIVES, RESTAURANTS SOCIAUX OU CUISINES DE RÉSIDENTS, DANS LES RÉSIDENCES SOCIALES ISSUES DES FOYERS DE TRAVAILLEURS !

SOUTIEN AUX RÉSIDENTS DU FOYER RIQUET, CHEVALERET, FORT DE VAUX et autres QUI DEMANDENT DES ESPACES COLLECTIFS SUFFISAMMENT GRANDS ET NOMBREUX, QUI VEULENT PROTÉGER LEUR VIE COLLECTIVE ET SOLIDAIRE !

Coordination des délégués des foyers ADOMA, COPAF,

Soutenus par Droit au Logement, LDH, MRAP, militants et associations du quartier...